

Une rentrée allégrement foirée

LE REPORT AU 24 SEPTEMBRE de la grève prévue pour le jour de la rentrée des lycées par le SNES (syndicat massivement majoritaire dans le second degré) est une sévère reculade syndicale. On allait voir ce que l'on allait voir, les profs allaient faire grève et la rentrée serait largement perturbée.

Le ministre Allègre devait logiquement trembler devant une aussi terrible

L'année dernière, à la même période, Allègre mentait sciemment en dénonçant 12% d'absentéisme chez les profs (alors que les chiffres officiels indiquent 6%) afin de faire monter la pression.

Syndicalisme enseignant

Les syndicats ont bien poussé de grands cris mais ils n'ont, comme d'habitude, rien fait. Il faut dire que la

enfant a un adulte en face de lui, dans n'importe quelle condition, et où les personnels ne font pas grève. Bref une école transformée en usine modèle. Que des enseignants soit affectés dans des matières qui ne sont pas les leurs, que les classes restent surchargées au lycée, que les maîtres auxiliaires soient licenciés ou réembauchés comme surveillants, que le nombre des postes aux concours de recrutement soient en chute libre: rien

commune», c'est-à-dire un moule fait de quelques connaissances rudimentaires qui suffisent à se débrouiller dans la vie. Il paraît selon Allègre que l'école «gave les enfants de sujets qui sont complètement inutiles». Inutiles pour qui? Pour le gosse de banlieue ou pour le gosse de ministre?

Alors, quelles luttes?

On ne peut rien attendre des principaux syndicats enseignants, les profs sont des mous dans leur majorité et n'ont pas de culture de la lutte. Pourtant l'espoir est de mise et les raisons d'espérer nous viennent des régions ou l'école est en crise. Fait exceptionnel, les profs de Seine-Saint-Denis ont fait l'an passé

une grève de trois semaines, et les enseignants de la Guadeloupe ont arrêté après quinze jours de lutte (et satisfaction totale de leurs revendications) une grève... illimitée. De nouvelles formes de luttes, plus radicales et en prise avec la réalité sociale, naissent donc au sein de cette ne bien gardée qu'est l'Éducation nationale. Il reste à espérer que ne tarderons pas à s'édifier les ponts pour la rattacher au continent des luttes sociales et du monde du travail.

C'est le rôle des libertaires, quelles que soient leurs appartenances syndicales, de faire exploser les vieux cadres du conformisme enseignant, par des luttes radicales, pour créer des espaces de liberté.

Franck Gombaud



menace, mais voilà, il n'a pas tremblé! Au contraire, il s'est empressé de sortir de sa manche une réforme de la rémunération des heures supplémentaires, qui n'a pas manqué de faire hurler les profs mais surtout a donné à la grève à venir l'image d'une revendication corporatiste.

Allègre utilise pour reformer le lycée la même méthode qu'il utilise depuis deux ans pour mettre au pas les syndicats enseignants.

Il commence par tonitruser dans les médias contre les lourdeurs et les scandales de l'école pour mettre l'opinion publique de son côté; puis il annonce une rafale de réformes dont quelques unes seulement sont destinées à être appliquées; enfin il recule d'un pas là où il avait avancé de dix pour permettre à ses interlocuteurs de sauver la face. Les syndicats d'enseignants tombent dans le panneau à chaque fois.

ISSN 0026-9433 - N° 1132



culture de la lutte est embryonnaire dans les établissements scolaires. Les profs sont largement syndiqués mais ils attendent surtout de leurs syndicats qu'ils règlent leurs problèmes de mutations, et pas vraiment qu'ils organisent la lutte.

Cette incapacité à se battre, dans une profession qui a voté à 70% pour Jospin à la présidentielle, est aggravée lorsque le ministre est socialiste, comme c'est le cas actuellement du côté des syndicats principaux, l'objectif est de rester les interlocuteurs privilégiés du ministre, d'être parmi ceux qui permettent ou bloquent les réformes, et pour tout dire de cogérer le système avec le ministère. Cela, on s'en doute, ne favorise pas les explosions sociales.

Zéro défauts?

Claude Allègre a donc un boulevard devant lui pour imposer ses vues, qu'il résume lui-même d'une expression venue tout droit du modèle industriel japonais: «l'école zéro défaut». Mais il ne s'agit pas de l'école parfaite, celle où les enfants s'épanouissent et où les profs travaillent dans de bonnes conditions. Il s'agit simplement de celle où chaque

de cela n'est un problème pour la logique ministérielle.

Fabriquer du citoyen

Car il ne faut pas s'y tromper, Allègre sait où il va. L'école de l'an 2000 doit être une machine bien huilée, dont pas une tête ne dépasse, avec pour objectif principal de fabriquer du citoyen. L'école est conçue par le ministre et ses spécialistes en pédagogie comme un des principaux remèdes à la question sociale, avec pour médication principale le bourrage de crâne. L'éducation civique, qui s'apparente de plus en plus à du catéchisme républicain, est déjà présente dans toute les classes du collège et s'apprête à faire son entrée au lycée. Les professeurs de philosophie devraient bientôt enseigner «l'éducation civique et politique». En dehors de ces matières spécialisées, pas un programme n'échappe à sa dose de citoyenneté. Veut-on étudier en seconde l'antiquité gréco-romaine, voilà le programme qui se transforme en «le citoyen et la cité en Grèce et à Rome». L'esprit critique et une véritable culture sont pour le ministre des idées d'un autre âge. L'école doit donner aux élèves une «culture

EDITORIAL

N'ayant jamais hésité à envoyer la troupe contre les ouvriers, Clemenceau se voulait pourtant un dirigeant éclairé. Au début du siècle, il aimait répéter: «on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus». Réprimer ne suffit pas toujours pour préserver le pouvoir des puissants.

Dés l'empire romain, d'autres dirigeants, se voulant tout aussi éclairés, avaient déjà mis au point une gestion élaborée du «bon peuple» que résume parfaitement la formule «du pain et des jeux».

Mardi 15 septembre à Jéricho, le premier casino palestinien sera inauguré. Notable particularité, il sera ouvert aux Israéliens chez qui les jeux d'argent sont interdits, État semi-théocratique oblige, mais fermé aux Palestiniens. En acceptant un tel apartheid, l'Autorité autonome palestinienne espère certainement tirer de juteuses prébendes de cette activité, lui permettant ainsi de financer son appareil répressif hypertrophié. Déjà largement privé de pain, le peuple palestinien devra se contenter de goûter à la matraque.

Bien sûr, cet usage massif de la répression, cherchant à tuer tout espoir d'une vie meilleure, n'a jamais été abandonné par ceux qui nous dirigent. Dans l'empire romain, «le pain et les jeux» étaient réservés aux citoyens, les esclaves devaient eux se contenter de plier sous le joug.

L'esclavage est «aboli» mais les «esclaves» sont toujours légion. Selon un rapport de l'ONU, publié le 9 septembre, «plus de 1 milliard de personnes ne sont même pas en mesure de satisfaire leurs besoins de consommation élémentaire». A l'autre bout de la pyramide, les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au total du produit intérieur brut des 48 pays les plus pauvres.

Face à cette misère dont les médias se complaisent souvent à faire un spectacle, un sentiment de culpabilité nous submerge parfois. Pauvres salariés ou chômeurs français, ne serions-nous pas, malgré tout, des «privilegiés»? Chassons cette illusion, les vrais responsables sont ailleurs. Selon le même rapport de l'ONU, il suffirait de moins de 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales pour donner à toute la population du globe l'accès aux besoins de base et aux services sociaux élémentaires (santé, éducation, alimentation).

Esclaves modernes, nous sommes plusieurs milliards. Ceux qui nous exploitent et nous dirigent pensent pouvoir nous soumettre, nous contraindre à la résignation. Pourtant, un autre futur est possible. Même dans l'Antiquité, les révoltes d'esclaves ont ébranlé l'empire romain.

L'agriculture au carrefour du capitalisme et du féodalisme

JUSQU'EN DANS LES ANNÉES 1960, le nombre élevé d'agriculteurs et la dispersion géographique laissent au secteur d'activité agricole une certaine autonomie: dans les méthodes utilisées, dans le choix et les volumes de production. Aujourd'hui, celui qui tente de se soustraire aux impératifs du système en place se condamne lui-même à la galère.

Une élimination programmée

Pour une poignée d'individus, l'industrialisation de la production agricole ouvre des perspectives gigantesques. Désormais, pour le matériel, toujours plus grand, plus puissant (et plus cher), les petites parcelles constituent un obstacle, les exploitations de taille réduite sont sans attrait. Dès la loi d'orientation agricole des années 1960, l'élimination des petits agriculteurs est programmée: le système aidera ceux qui serviront ses intérêts; il écrasera ceux qui n'entreront pas dans ses normes.

Les chiffres sont sans ambiguïté. 2 300 000 exploitations en 1955, moins de 700 000 aujourd'hui. 55 000 exploitations ont disparu, en France, entre 1995 et 1997. La population active agricole représentait 24,4 % de l'ensemble des actifs en France en 1960, 6,1 % seulement en 1993. Tous les secteurs sont atteints: alors que la production de porcs augmente, le nombre d'éleveurs chute de 13 % entre 1995 et 1997: tandis que les poulaillers s'agrandissent, le nombre d'éleveurs de volailles diminue, dans la même période, de 12 %. 40 % des producteurs de légumes et 20 % des arboriculteurs ont disparu entre 1990 et 1997.

Des moyens efficaces

L'objectif à atteindre est fixé: le système capitaliste n'a besoin, à l'horizon 2010-2015, que de 300 000 exploitations. Il lui suffisait de mettre en place des moyens fiables pour éliminer régulièrement une partie des agriculteurs en leur rendant les conditions de travail de

plus en plus difficiles: des prêts obtenus laborieusement et à des taux peu avantageux, des subventions réduites, des remboursements plutôt défavorables, tracasseries, chantage...

L'arme la plus redoutable (liée à la puissance financière) reste l'attribution des terres. En théorie, la mise en place des S.A.F.E.R. (sociétés d'aménagement foncier et rural), avec les droits de préemption et de réexamen des prix de cession, est censée freiner les concentrations abusives et les baux de complaisance. En fait, lorsque les terres libérées sont examinées en Commission départementale d'orientation agricole (C.D.O.A.), tout est joué: la magouille, le copinage, les montages sociétaires bidons, la cogestion de la F.N.S.E.A. (qui a réussi le tour de force de faire croire qu'elle défendait l'ensemble des agriculteurs: comme si le sort d'un céréalier de la Beauce et d'un petit éleveur étaient comparables) ont fait leur œuvre. Les jeunes en quête de terres pour s'installer ou les petits exploitants cherchant à conforter leur situation en sont pour leurs frais. Des sociétés qui

exploitations ont plus de 100 ha et détiennent 40 % des surfaces. Il est effectivement facile, avec l'aide de l'argent public, de déposséder les plus vulnérables de leur outil de travail!

Ainsi de véritables rentes de situation se sont créées. Une faible minorité bénéficie de conditions de travail favorables: 4 à 5 h par jour (pendant que d'autres effectuent 12 à 15 h) grâce au matériel sophistiqué, et de conditions de vie luxueuses. Certains agrandissent même leur élevage pour se distraire!

La terre aux mains des firmes: l'expansion du capitalisme

La libéralisation accrue de l'agriculture dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce aggrave la subordination des agriculteurs à des organismes dont le contrôle leur échappe totalement. L'agriculture industrielle, « intégrée » (dans une filière agro-industrielle) illustre parfaitement cette dépendance. Un exemple suffira pour comprendre le

d'intérim. Une entreprise offre une prime de 2 000 F à chaque salarié qui en trouvera un autre! Petits salaires, conditions de travail pénibles, cadences infernales, impossibilité de revendiquer par crainte de représailles: faut-il s'étonner de voir des jeunes recrutés le matin quitter l'atelier au bout de quelques heures?

Et quel est le véritable enjeu de l'alimentation transgénique, au-delà des risques biologiques, sinon la mainmise des grands groupes de la chimie, des semences, de l'agroalimentaire, leur volonté de contrôler tout. Le cheminement de notre nourriture, de la production à la distribution. Ne voit-on pas, aujourd'hui, certaines grandes surfaces, non satisfaites de dicter leur loi aux fournisseurs, racheter des élevages?

Une économie de servitude

Dans le cadre d'une réorientation de la politique agricole française privilégiant l'approche territoriale et environnementale, façon gauche plurielle revue et corrigée organisation mondiale du commerce, un nouvel outil est en train de naître, le CTE, contrat territorial d'exploitation. Fondé sur la contractualisation et l'incontournable multifonctionnalité, il implique, évidemment, un partenariat économique avec les industries agroalimentaires et la grande distribution.

Gageons que ce type d'emplois va très vite rejoindre la gamme du nouveau secteur professionnel en expansion: le service à domicile, qui place à la libre disposition d'une classe sociale de nantis une cohorte de valets, de domestiques, c'est-à-dire une « économie de servitude ». Les petits exploitants qu'on aura mis sur la paille ou les jeunes qu'on aura empêché de s'installer n'auront que l'embarras du choix: chômeur, salarié de l'entreprise agroalimentaire du coin, larbin du seigneur local, jardinier pour citoyen friqué.

Pour conclure, reconnaissons que la paysannerie a toujours joué un rôle fondamental dans les grands mouvements sociaux. (il a fallu la suprématie de la F.N.S.E.A. pour que le monde agricole rompe l'unité d'une « classe ouvrière et paysanne »). Ce serait une erreur de négliger l'agriculture et le milieu rural. La construction d'une société anarchiste, la mise en commun des terres se préparent de loin. Défricher le terrain révolutionnaire commence aujourd'hui par l'information auprès du public des politiques agricoles conduites, la dénonciation des combines visant à fragiliser les plus faibles, l'opposition aux projets délirants de 5000 porcs ou 200 000 poudeuses, la révolte quand l'État s'appête à prendre en charge le montant des dégâts (plus de dix millions de francs) occasionnés par des producteurs de légumes aisés, la résistance aux exigences des marchés... pour ne pas voir naître en France un mouvement des paysans sans terre. Et si le vrai changement émergeait du monde rural, en cassant l'absurde logique de concentration qui caractérise le système capitaliste!

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Commune (Rennes)
Allusion au livre de Camille Guillou
« Les seigneurs de la terre » - 1997 -
Albin Michel

amis lecteurs

Les penseurs actuels du libéralisme, lorsqu'ils analysent notre société, tentent principalement de montrer rétrospectivement, qu'il n'eût pu en aller autrement, sinon au prix du progrès. Une pensée sur le monde « le libéralisme » s'est faite loi du monde. Un autre possible a été effacé de la surface de la terre, faute d'avoir été envisagé et débattu. Le silence sur l'alternative n'est qu'un silence de la mémoire et il s'agit de la réveiller. Cette démarche inquiète les élus politiques. Ils multiplient les procès contre le Monde Libertaire (Debré, Le Pen) pour étouffer tout débat sur un autre choix de société.

Notre hebdomadaire qui permet d'exprimer une vision, une position, des opinions dérange. Il engage et risque son existence, en refusant quelqu'en soit le prix les formules faciles, les idées toutes faites, les confirmations complaisantes des propos et actions des gens de pouvoir. Aujourd'hui c'est le maire P. S. de Noisy-le-Grand qui s'estime difamé et qui réclame 130 000 F de dommages et intérêts!

Pour poursuivre cet effort, nous avons besoin de votre soutien. Lecteurs, sympathisants, militants, vous qui nous lisez, vous qui êtes attachés au prix de la vérité dans la lutte politique, soutenez le Monde libertaire dans sa lutte.

D'ores et déjà, des frais sont nécessairement engagés. Merci d'adresser vos dons à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de « Monde libertaire »).

L'administrateur



jonglent avec les lois, et surtout avec les lacunes de la législation, accélèrent le démantèlement de fermes viables au profit de « chasseurs de primes ». En cinq ans, deux frères se sont appropriés 600 ha de terre sans qu'aucune demande d'autorisation d'exploiter n'ait jamais été déposée! Cette concentration qui s'accroît pénalise l'emploi et déséquilibre l'aménagement du territoire.

Les nouveaux seigneurs*: retour au féodalisme

La fraude, la corruption, les mécanismes financiers permettent la constitution de véritables fiefs. Quelques chiffres suffisent pour comprendre. 80 % des subventions distribuées sont accaparées par 20 % des agriculteurs (et pas ceux qui en auraient besoin). Les exploitations du Bassin parisien perçoivent les plus gros montants d'aides car elles disposent à la fois de vastes superficies et de forts rendements! 10 % des

fonctionnement des contrats d'intégration. Dans le cas précis d'une porcherie de 450 places, la marge de l'engraisseur en rémunération de son travail oscille autour de 10 F par porc, celle de l'intégrateur se situe à 90 F, et ceci sans aucun risque puisque les contrats les font supporter, exclusivement, à l'engraisseur intégré!

Dans le cas de la volaille, un exemple récent illustre l'absurdité (et le piège pour l'éleveur) d'une économie tournée vers le profit, d'une production qui prétend orienter la consommation. La saturation du marché européen en dindes et poulets (due à la multiplication des gros élevages) conduit le groupe Bourgois à revoir à la baisse le contrat des éleveurs. Moins 10 centimes par kilo engendre une baisse de revenu comprise entre 18 000 et 24 000 F par poulailler! Chez Doux, numéro un européen de la volaille, la baisse est plus subtile: on livre un aliment de moins bonne qualité, les poulaillers restent vides plus longtemps, la manutention des conteneurs lors du ramassage passe à la charge de l'éleveur... Il est si facile, après avoir privé un producteur de son autonomie, de lui imposer ses conditions!

Les profits des firmes agroalimentaires se réalisent sur le dos des salariés à un point tel qu'elles ont de plus en plus de difficultés à recruter. Les employeurs ne cessent de solliciter les agences

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RÉGION NANTAISE

Incendie à l'usine Frigicrème

L'USINE FRIGICRÈME (Saint-Herblain, banlieue nantaise) depuis sa création n'a cessé d'être convoitée et rachetée successivement par BSN, Miko et en 1994 par la multinationale Unilever. Ce groupe depuis quelques années a abandonné son secteur de la lessive avec à la clé quelques centaines de licenciements pour investir dans l'agroalimentaire et particulièrement les glaces. Il faut dire que pour un patron la glace est un excellent placement avec une valeur ajoutée énorme: la glace est constitué à 70-80% de vent qu'il ne paye bien évidemment pas! Le groupe Unilever a donc ces cinq dernières années rachetées Miko, Motta, Frigicrème et d'autres unités qu'il a depuis fermées. Cette stratégie monopoliste et concentrationnaire du capitalisme est bien évidemment connue, ce qui n'empêche pas «nos» libéraux de défendre l'intérêt de la

concurrence comme source d'émulation et de richesse.

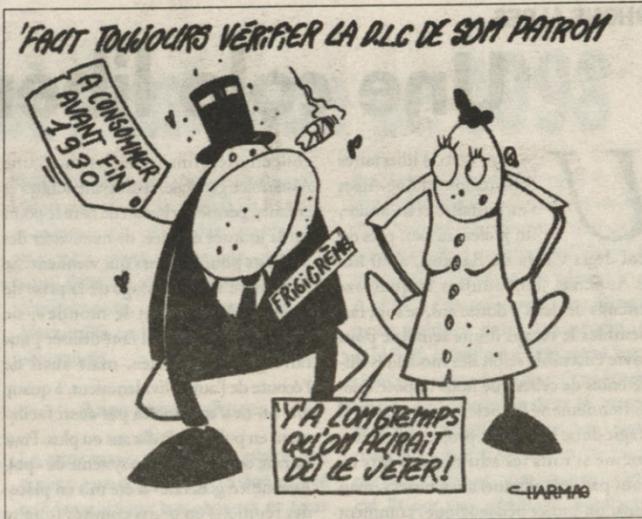
Le 9 juin dernier l'usine Frigicrème a brûlé. Hasard, accident? Toujours est-il que cet incendie est une véritable aubaine par rapport à la stratégie du groupe car en cette période chaude pour la glace (été) la production a été compensée sur les autres sites.

Mais l'aubaine pourrait devenir suspecte quand plusieurs éléments graves interviennent. Temps long entre l'incendie et l'appel des pompiers, alarme éteinte, non écoute des salariés qui sentaient le brûlé le matin alors que les flammes prendront dans l'après-midi... Le soupçon se confirme quelque peu quand on apprend que le groupe refuse de nommer un expert pour étudier les causes du sinistre. «C'est un détail de rechercher les causes et les responsabilités» (Ouest France, directeur de la communication du groupe).

Alors que le code du travail impose une telle expertise, la justice de classe a encore une fois montré sa réelle nature: le T.G.I. a réfuté la demande de la C.G.T. et a même condamné la section syndicale à une amende de 1500 F, le tout avec l'appui de l'avocat des assurances!

Rester solidaire

Dans cette histoire la seule surprise du Groupe Unilever, c'est la résistance et le rapport de force qu'ont su créer les salariés. Le groupe Unilever espérait certainement que les choses se passent comme il y a quatre ans lorsqu'une de ses usines de surgelés à Saint-Philibert (20 km de Nantes) a brûlé. Cet accident n'avait pas fait de bruit en l'absence de réaction syndicale dans la boîte. Mais dans le cas présent, la résistance se maintient avec plus de 200 personnes régulièrement présentes sur



Sur la bonne voie pour les transports gratuits

DÉCIDÉMENT, LES CHOMEURS ET PRÉCAIRES EN lutte ne désarment pas. *Le Monde libertaire* se demandait dans son numéro d'été si les *Grains de Pollen* fleurissent au printemps, il semble en tout cas qu'ils donnent quelques fruits en été.

La dernière coordination des collectifs indépendants des chômeurs, précaires et solidaires a désigné le collectif d'Évreux «Grains de Pollen» pour collecter les avis d'infraction S.N.C.F., les retourner au ministère des Transports au rythme d'un paquet mensuel accompagné d'une lettre annonçant au ministre que les chômeurs et précaires, fatigués de quémander, avaient décidé de prendre... le train gratuitement en précisant, fort justement, que la place n'y manque pas.

En venant eux-mêmes livrer les premiers avis d'infraction au ministre le 11 août, ils ont été reçus et sont repartis avec la promesse d'une rencontre courant septembre. Espérons qu'ils ressortiront avec la gratuité pour toutes les personnes disposant d'un revenu inférieur au S.M.I.C. hors allocations familiales comme ils l'exigent. Dans le cas contraire, la campagne continuera en s'intensifiant jusqu'à obtenir ce qui n'est que justice.

«Ils ont la force, mais nous avons le temps» me confiait en souriant l'un des membres de *Grains de Pollen*. La coordination des collectifs indépendants et *Grains de Pollen* vous invitent donc à participer à cette campagne en ne payant plus le train (1).

Le premier colis est déjà amoncelé, gageons que cette automne soit un bon présage. Les anarchistes ne peuvent que

soutenir cette campagne qui s'inscrit dans un large mouvement de protestation, de désobéissance, de harcèlement social et de réflexion pour construire demain. Elle met en application d'une façon originale et non violente les principes d'action directe et met le doigt sur une question qu'il faut bien soulever: celle des services publics. Peut-il y avoir vraiment des services publics et sociaux dans une économie de marché?

Nous le voyons, plus la classe possédante gagne du terrain, plus les services en perdent. (Le mouvement de 1995 en sait quelque chose...).

Les riches n'ont pas besoin de services publics sociaux. Ils ont besoin de services, certes, mais ils peuvent payer. Et pourtant, rien n'est à eux!

Une société libertaire aura obligatoirement besoin de services publics. Ils devront être efficaces, utiles et gérés par les usagers et les ouvriers (2) de ces services. Nous devons déjà en jeter les bases et les imposer... si nous sommes assez nombreux à le vouloir.

Revendiquons la gratuité des services pour toutes et tous! Dénonçons l'État incapable et invisible!

Mélon-nous enfin de ce qui nous regarde!

Bruno Daraquy

(1) Mode d'emploi: Photocopier 2 fois l'avis d'infraction. Garder une copie. Envoyer l'original et la seconde copie à Grains de Pollen, 1, rue Isambard, 27 000 Évreux

(2) J'emploie volontairement ce mot dans son sens noble: ouvrier - celui qui œuvre.

En bref

■ *Le journal libertaire de Nice*, l'Anarcho vient de sortir son n°12 consacré aux communautés libertaires. À commander à prix libre à l'ADCL, BP 4171, 06303 Nice cedex 4.

■ *Le numéro 4 du Communard*, journal édité par le groupe de Metz de la F.A. vient de paraître. Il coûte 5 F (abt. 6 mois : 15 F ; un an : 30 F). c/o CRES - B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ *Le groupe F.A. de Nantes* tient une permanence le premier mercredi de chaque mois de 19 à 20 heures au Local, 16, rue Sanlecques.

■ *Un groupe de la Fédération anarchiste* est en création sur Périgueux. Pour tout contact écrire à la liaison Périgueux c/o

Relations Intérieures, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

■ *Le N°3 de la revue de la CNT*, Les temps maudits, vient de paraître. Au sommaire vous retrouverez entre autres des articles sur le travail et la pratique anarcho-syndicaliste; le mirage à l'emploi; des propos sur l'éducation libertaire; la lutte des femmes dans le monde du travail... à commander contre 30 F à Les temps maudits, B.P.72, 33038 Bordeaux cedex.

■ *Un quatrième groupe* vient de se constituer au sein de l'Union locale de Lyon de la F.A. Celui-ci est implanté sur la commune de Villeurbanne. Pour le contacter: Groupe Lucia Saornil c/o La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69 001 Lyon.

le site. Même les saisonniers (payés jusqu'en septembre) sont restés présents. Au cours d'un C.E. (comité d'entreprise) du mois de septembre, le groupe annonce la fermeture de l'usine (non reconstruction) et pour tenter de désamorcer le conflit a annoncé que tout le monde serait payé jusqu'en décembre. Loin de se contenter de ces miettes la lutte continue au moins par dignité, voir plus...

Lors d'un C.A. du groupe, plusieurs dizaines de salariés se sont imposés lors de cette réunion et les usines d'Argentan et Saint-Dizier se sont mises en grève. Des actions sont en cours de discussion pour la fin du mois (1).

Face à cette agitation, les politiques se sentent obligés d'intervenir pour affirmer leur solidarité (à droite comme à gauche). Et c'est bien là que nous devons affirmer notre spécificité car ces discours hypocrites sont rejetés. «Nous ne devons faire

confiance qu'à nous-mêmes». Que le capitalisme cherche et trouve des moyens de plus en plus sophistiqués pour réaliser des profits, c'est tout naturel. Et que l'on soit Vert, P.C.F. ou L.O..., ce n'est pas en discutant dans les Conseils municipaux, généraux, régionaux de l'intérêt des fonds publics pour l'embauche ou d'une éventuelle loi anti-délocalisation que l'on pourra ébaucher de nouvelles perspectives. Les enjeux ne se situent ni au niveau politique ni au niveau des chantres du syndicalisme institutionnel. Notat nous l'a encore démontré lors de cette rentrée (2) en constatant que la situation économique et politique est globalement positive. On croit rêver!

Théo Simon
groupe FA de Nantes

(1) Intervention sur le sujet le jeudi 23 septembre sur Radio Alternantes (98.1 sur Nantes et 91 sur Saint-Nazaire) lors de l'émission du groupe F.A. de Nantes.
(2) *Le Monde* 27 août 1998.

Faits d'hiver Les cours de la grande bourse de l'injustice s'envolent!

Fatya (pas franchement suédoise et pas vraiment 16^e), 18 ans, avait déjà chourré des bricoles de merde dans le supermarket de merde de sa banlieue de merde. La maison poulaga l'avait donc alpagué et livré pieds et poings déliés à la «justice».

Fatya, toujours 18 ans, pas beaucoup plus suédoise et 16^e qu'avant, et disons le tout net toujours aussi greluce, a tellement bien reçu le message qu'à la veille de son procès elle est retournée chourrer des sous-vêtements de merde dans son supermarket de merde de sa banlieue de merde.

Résultat des courses, le tribunal de Drancy (Seine-Saint-Denis) lui a collé un an ferme.

Une cinquantaine de personnes, choquée par la sévérité de la peine, a trouvé bon de venir, le samedi 29 août 1998, manifester devant le Carrefour de Drancy pour demander à M. Carrefour de retirer sa plainte.

Ben tiens!

Le 31 août, à Tarbes, Eric Benfatima, rémiste crétu de 31 ans, pas franchement suédois et pas vraiment 16^e, a osé demander une cigarette à un quidam sortant d'un bureau de tabac. Le quidam en question étant de la maison poulaga, une altercation s'en est ensuivie et Eric Benfatima a pris une balle de 9 mn qui l'a envoyé directement au paradis des demandeurs de cigarettes.

Une délégation de SDF s'est donc rendu immédiatement à la mairie pour «demander l'assurance de ne pas servir de cible aux policiers chaque fois qu'ils tapent une clope dans les rues de la ville...»

Ben tiens!

Le code pénal de cette république bourgeoise drivée aujourd'hui par les petits marquis sociaux interdisant (on comprend pourquoi) de commenter une décision de «justice» et le pourcentage infinitésimal de flics condamnés (légèrement) pour avoir buté sans raison ou presque de pauvres hères ne nous autorisant pas à affirmer que le pandore va recevoir la légion d'honneur, on voudra bien nous pardonner de risquer une simple analyse économique de ces deux faits d'hiver. Un an ferme pour un vol de sous-vêtements, l'éternité pour une demande de clope...c'est flagrant que les cours de la grande bourse de l'injustice sont carrément en train de s'envoler!

Qui a dit que le capitalisme était en crise?

Jean-Marc Raynaud

RHÔNE-ALPES

Une colo libertaire

UNE DES COLOS libertaires de la région Rhône-Alpes s'est installée cette année, fin juillet, au Bez, près du col de la Croix de Bauzon, à 60 km d'Aubenas. Dix adultes et quatorze enfants de deux à douze ans, se sont rassemblés le temps d'une semaine pour vivre ensemble selon des modalités différentes de celles que nous impose quotidiennement la société autoritaire. Il s'agit donc bien d'un projet politique – même si tous les adultes présents ne sont pas des militants anarchistes – mais aussi un projet pédagogique : comment apprendre la vie en collectivité, sans que les parents restent pour l'enfant les seuls référents, dans le respect des autres, et la pratique de la démocratie directe ? Tout cela, parole de scout, sans noyer personne ?

Les AG, c'est fatigant !

Alors, bien sûr, depuis le temps que la colo existe, des recettes – remises en question en permanence – ont été élaborées pour permettre à cette démocratie directe de s'appliquer à l'échelle de notre petite

collectivité. Ainsi, tous les soirs, une Assemblée générale, réunissant adultes et enfants, permet à chacun de faire le point sur la journée écoulée, de manifester des souhaits pour les jours qui viennent. Se fait alors l'apprentissage de la prise de parole « devant tout le monde », de l'argumentation qu'il faut utiliser pour faire passer une idée, mais aussi de l'écoute de l'autre. Evidemment, à quatre ans on ne s'exprimera pas aussi facilement en public qu'à dix ans ou plus. Pour vaincre ces timidités, un système de « pré-Assemblée générale » a été mis en place : des réunions en petits comités (quatre enfants et un adulte) permettent à chacun de parler plus facilement. Le groupe de pré-AG désigne ensuite un délégué chargé de le représenter au moment de l'Assemblée générale. Une façon concrète d'apprendre le mandatement et le contrôle du mandaté ! De cette façon chaque enfant a pu au moins une fois prendre la parole, avec ses propres mots, au cours d'une AG. Sur leurs propositions, la colo a fait de l'escalade, du poney, des ballades en forêt avec pique-nique, des scoubidoues et de l'origami, une boum endiablée, un spectacle...

C'est également par le biais de l'AG que les enfants ont demandé, de façon assez unanime, à ce que la colo, à l'avenir, dure quinze jours plutôt qu'une seule semaine. Face à cette demande, les adultes ne savaient pas trop sur quel pied danser !

D'un côté, il est vrai que si les gamins en redemandent, c'est bon signe, cela veut dire qu'on ne se plante pas. Prolonger à quinze jours la colo aurait par ailleurs certainement des effets positifs. La vie en collectivité telle que nous la pratiquons à ce moment-là ne va pas de soi : ce n'est pas un fonctionnement naturel. Chacun arrive avec ses problèmes personnels, ses préoccupations, mais aussi avec son mode de vie et ses habitudes. Il y a de très jeunes enfants, à peine sortis du jupon libertaire de leur mère et des pré-ados, avec les difficultés propres à chaque classe d'âge (et il n'y avait pas d'adolescents cette année!).

Mais après on est content

Une semaine c'est court. On a le temps de voir les problèmes mais par toujours de les régler. La chose est frustrante. Dans ce sens, un prolongement à



deux semaines serait certainement une expérience à tenter.

D'un autre côté, les adultes ne voient pas sans crainte le rallongement de la colo. Laissons de côté les problèmes de logistique, finances, temps de vacances à réserver, etc., mais la colo libertaire est un moment extrêmement épuisant. C'est un phénomène d'ailleurs difficilement explicable. Le rythme est soutenu, certes : de 7 heures du matin (pour ceux qui sont de petit déjeuner) jusqu'à minuit passé (à la fin de la réunion-bilan entre adultes), on n'arrête guère. Pourtant les causes de fatigue sont probablement ailleurs, dans la façon dont l'individu doit s'accomoder du collectif. En effet, si ce genre d'expériences est un moment d'une grande richesse dans les

échanges humains, de convivialité pour les adultes, c'est aussi un moment où il faut « réinventer » un rapport entre l'individu et la vie en collectivité, rapport qu'il n'est pas forcément facile de rendre équilibré.

Non, l'éducation libertaire telle que nous voulons la pratiquer, à notre petite échelle, n'est pas une chose si facile ! Nous tatonons, nous nous trompons, mais au bout du compte, quelles satisfactions... Satisfaction de voir les plus petits s'autonomiser, pris en charge par la collectivité. Satisfaction de voir des enfants enfermés sur eux-mêmes ou mal dans leur peau s'épanouir et s'affirmer. Satisfaction de voir des enfants heureux, tout simplement.

Le collectif de parents

LYCÉE AUTOGÉRÉ

Une école pour qui, pour quoi, par qui ?

Le Lycée Autogéré de Paris a fêté ses 15 ans au cours du mois de mai. Pour ce faire les « lapiens » ont invité des ex, des collègues de la norme, des universitaires, lycéens, parents et institutions alternatives. Plusieurs ateliers fonctionnèrent durant ces rencontres : échanges entre expériences, savoir et pouvoir, les finalités de l'école. Pascal fut l'animateur de ce dernier atelier et nous en fait la synthèse.

NOUS VOUS AVIONS DONC promis une bonne dose, de discussion, d'échanges, de débats. L'insuffisance de matinaux, jeudi matin, pour partager le morceau laissait même craindre l'indigestion collective. Pourtant, sans apéro, ni digestif, nous n'avons pas eu recours aux services du Doc Quisoignetout. En guise d'amuse-gueule, histoire de ne pas trop avoir à mâcher les sujets délicats, nous partions de propos simples au goût cependant sympathique : Construire une école, c'est simple, il suffit de faire le contraire de ce qui se fait actuellement. Puis de poursuivre, qu'à travers l'éducation à la citoyenneté, nous pourrions développer l'épanouissement de chacun, chacune. Déterminés à rompre avec l'insipide éducation civique labélisée en trois couleurs, nous proposons une formation socialisante basée sur l'expérimentation, sur la pratique. D'autres plats assez consistants ont suivis.

L'évaluation, actuellement, permet de sélectionner sur des critères établis par la culture dominante. Il nous faut donc rompre avec un contenu imposé par les programmes, et permettre d'apprendre à un moment où la curiosité et le désir nous emmènent sur les chemins des connaissances (la soif n'est donc pas assouvie parce qu'on encadre son BEPC, son BAC, sa maîtrise ou son rien du tout). Ces choix ne prennent du sens qu'à partir du moment où l'on en discute, où les jeunes

enfants commencent à exprimer ce qu'ils vivent, à verbaliser leurs réactions au monde qui les entoure.

Le refus de l'élitisme

Loin de l'école totalitaire, où tout est hiérarchisé (ce tableau a été nuancé par quelques participants qui pensent que les choses évoluent petit à petit), nous voulons nous donner les moyens de l'autonomie, de l'autogestion. Ainsi pour que les choix soient réels, nous refusons de nous limiter à l'étude de Montaigne, de Racine et décidons de retourner sur les traces de l'éducation intégrale où ne serait pas oublié l'éducation visuelle, corporelle et manuelle.

Si comme le souligne Raymond Fonvieille, l'école est faite pour une élite malgré le discours républicain, nous devons nous interroger sur qui sont les enseignants, leur formation et plus largement qui doit intervenir dans l'école. Des quelques expériences personnelles de la salle, nous observons que les profs sont souvent fils, fille, petits-enfants d'enseignant, qu'ils semblent appartenir à des classes sociales semblables. Voilà réunies les conditions suffisantes de la reproduction du modèle en place. La formation IUFM ne semble pas faire émerger l'espoir d'un brise glace, au contraire, la plupart des cours se limitent aux techniques de transmission de savoir. Nous affirmons alors l'importance de la diversité dans les équipes pédago-

L'an 06 d'une petite république éducative libertaire

Onze enfants, une nouvelle instit – Laurence – (un grand merci en passant à Thyde et à Bernard qui pendant cinq ans ont eut ce courage d'oser leurs compétences et leurs doutes au grand jeu de l'espérance révolutionnaire) en provenance de « Aime moi à grandir », l'animateur (merci à Françoise, Alain, Cyril, Laurent, Nathalie d'avoir défriché le terrain d'une fonction aux cent mille visages) charismatique de l'an passé – Ludo, alias Nounou –, une demi douzaine de familles, une association de trois cent membres, la poursuite – cinq ans plus tard – d'un projet (sans dieu ni maître) d'éducation à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion, à l'entraide, à la citoyenneté par l'apprentissage de la liberté, de l'égalité..., l'école libertaire Bonaventure persiste et signe.

Septembre 1998, après cinq ans de fonctionnement, l'école libertaire Bonaventure a, en effet entamé sa sixième année de fonctionnement.

Disons le tout net, il y a cinq ans je n'aurais pas parié un rouble sur la capacité de ce projet à survivre plus de quelques mois ou quelques années.

Une école libertaire, un centre éducatif libertaire, une république éducative libertaire..., arc-boutés sur le projet fou d'apprentissages scolaires fondamentaux mariés à un apprentissage éducatif libertaire et citoyen (conseil d'enfants, conseils d'adultes, commissions, congrès...), le rêve insensé d'une alternative scolaire et éducative hissant haut et fort le drapeau de l'égalité des chances, de la gratuité, de la laïcité, de l'égalité des revenus, de la propriété collective, de la gestion collective..., la volonté rageuse d'œuvrer à des processus fédérateurs au sein des aires alternatives de tous ordres, l'ambition affichée de s'inscrire dans un mouvement social révolutionnaire et libertaire..., c'était évident que la pierre ponce de la réalité allait très vite se charger d'user le rêve. Cinq ans plus tard le rêve n'est pas usé !

Mieux, il s'est autonomisé puisque les fondateurs

(dont je m'honore d'être) de Bonaventure ont passé le relais pour cause d'entrée en sixième de leur progéniture. Comme quoi !

Oh, bien sûr, cinq années d'existence de Bonaventure comme la sixième année à venir n'ont pas changé et ne changeront pas la face du monde pédagogique, éducatif, scolaire, social et politique.

Certains – les culs serrés d'une radicalité à la mode du y'a qu'à – s'en sont déjà offusqué et ne se sont pas privés de nous expliquer ce que NOUS aurions du faire.

Reste que la première Bonaventurienne à avoir faite toute sa scolarité primaire à Bonav semble (au niveau scolaire) être une « bonne » collégienne, que les petit(e)s Bonaventurier(e)s ont toujours dans le regard cette étincelle de vie qui en dit long sur... que tous ceux et toutes celles qui ont un jour posé le pied sur la planète Bonav n'en finissent plus de se regarder dans le miroir de leurs rêves ou de leurs impuissances, que Bonav la libertaire est aujourd'hui au cœur d'une réflexion sur la politisation dans un sens révolutionnaire de l'alternative pédagogique et éducative et sur l'inscription dans le palpable social de l'alternative politique révolutionnaire, que le commando Bonav a réussi à nouer des liens avec l'immense armée des bras nus de l'éducation populaire sénégalaise, que la petite fenêtre d'un rêve pédago, éducatif, social et politique s'entrebâille chaque jour un peu plus pour..., et que 80 personnes (dans un village de 300 habitants) sont venus, samedi 12 septembre 1998, à Bonav, déguster un Tibou Dien (plat national Sénégalais) de solidarité avec les enfants des rues du Sénégal et leur rêve d'une éducation populaire internationaliste.

C'est à l'évidence peu mais, dans la nuit noire de notre révolte, mieux vaudra toujours allumer une minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité

Jean-Marc Raynaud

giques constituées par le biais de la cooptation.

Donald Moerdijk, nous explique qu'il n'a rien appris à l'école et que bien qu'étant enseignant, il n'a jamais rien enseigné. Nous rappelons alors que nous n'apprenons pas, mais que nous apprenons à apprendre. Il faut que le prof cesse

d'être le maître, cela passe d'abord par l'affirmation qu'il ne sait pas tout, mais qu'il est prêt à chercher des réponses avec les élèves.

Quelques pierres de l'éducation nouvelle sont alors posées, cela ne nous empêche pas de nous souvenir que nous militons dans des projets alternatifs parce que des élèves, des ensei-

gnants, y sont, en sortent heureux. La richesse des débats (et pas qu'en vitamines), le plaisir avec lequel les convives ont partagé leurs expériences nous a permis de savourer le festin. J'ai même surpris quelques gourmands qui proposaient de remettre cela après-demain.

Pascal Halé

SENEGAL

Action utiles pour la jeunesse et l'enfance en 1998

AU DÉPART, DES ÉDUCATEURS spécialisés qui totalisent plus de dix ans de pratiques professionnelles dans le champ social, travaillant sur tout ce qui touche la marginalité organise une séance de restitution de leur expérience: c'était en 1992. Des parents d'élèves, des enseignants, des enfants, des femmes, des jeunes, des militants de mouvements associatifs sont conviés à la rencontre. Prévues un après-midi entre 15 heures et 17 heures, la séance se prolonge jusqu'à 20 heures

Les débuts.

Les questions de fonds sont soulevées par les différents intervenants. Parmi celles-ci, on peut noter l'échec scolaire, le fossé qui existe entre l'école et son milieu d'implantation, l'inadéquation formation/emploi, la valorisation des connaissances et des savoirs locaux, la valorisation des apprentissages populaires, ressources pour l'éducation alternative, l'exclusion des

parents et le projet pédagogique, les enfants et le projet pédagogique, les besoins du milieu et le contenu des enseignements.

Fort de ces questions, de ces questionnements et des tentatives de réponses, un programme d'animation/formation pendant les vacances 1993 a été établi. Chants, danses, jeux, excursions, découvertes, formation des enfants aux techniques manuelles, ateliers de contes et légendes furent organisés.

A deux mois d'activités ponctuées par des évaluations sectorielles sous forme de coins de groupes, une formation est organisée regroupant les parents, les enfants et les animateurs; ainsi furent posés les jalons du partage du pouvoir pédagogique.

Rôle et attribution d'A.U.P.E.J.

Lorsqu'il a fallu mettre en pratique ou traduire en programme d'activités les idées dégagées au cours de la séance de restitution, le groupe avait retenu comme principe de «Partir

des actions car c'est en avançant que se fait, le chemin». C'est d'ailleurs ce qui explique le nom de l'association «Actions Utiles pour l'enfance et la Jeunesse».

L'évaluation en tant que moment de réflexion sur les résultats et d'analyse des résultats avec tous les acteurs nous met dans une situation de recherche permanente et permet une valorisation de tous les acteurs. L'association a été constituée pour faire le lien entre les différents acteurs, définir un cadre de réflexion et dégager des perspectives lointaines à travers une plate-forme politique et méthodologique avec des objectifs partagés par tous les acteurs.

L'association est un espace de rencontres et d'échanges d'expériences, un espace qui impulse les solidarités dans l'action dans la réflexion.

A.U.P.E.J. facilite le partage du pouvoir pédagogique entre parents- animateurs-élèves. Elle accompagne le processus de construction collective du projet pédagogique. Elle travaille

à faire prévaloir la centralité populaire et la reconstruction et la valorisation de tous les secteurs. A.U.P.E.J. n'est nullement centralisée. Elle ne marginalise pas les enseignants, les parents et les élèves. Elle ne les confine pas dans la périphérie.

Axes stratégiques

Le processus de mise en place des structures d'A.U.P.E.J., a été porté par les enfants, les parents et tous ceux qui, à un certain moment donné se sont impliqués dans les diverses activités. Le processus s'est constamment enrichi de l'apport de chacun et de tous. Les gens se sont investis selon leurs sensibilités et leur niveau de compréhension. Là où nous étions tous d'accord et ce qui a constitué des repères forts, c'est que nul n'est indispensable.

À chacun selon ses compétences, ce qu'il peut offrir. Partage et solidarité dans la réflexion et dans l'action. Les décisions se prennent au niveau du grand groupe composé des parents,

des enfants et des animateurs. La gestion obéit au même mode. Aucune discussion de couloir ne peut être une instance de résolution d'un quelconque problème de A.U.P.E.J. l'autonomie et la solidarité nous guident dans nos pratiques. A.U.P.E.J. bénéficie d'une riche expérience acquise à travers l'implication de ses composantes dans le mouvement associatif: associations sportives et culturelles, associations de parents d'élèves, mouvement syndical. Ils ont tous pratiqué l'autonomie et ont acquis une capacité de débrouillardise et d'innovation qu'ils viennent de systématiser et de valoriser.

Le forum est un temps fort et participe à la libération de la parole chez les enfants. C'est la classe d'apprentissage de la prise de la parole, de l'écoute, de l'acceptation de l'autre, d'échanges avec l'autre. Le forum permet de valoriser le pluriel. Il permet aux enfants de systématiser leurs points de vue, de les exprimer et de briser leur isolement.

L'équipe associative

Bonav. / A.U.P.E.J. : un rendez-vous réussi!

UNE RENCONTRE incroyable entre des animateurs d'une petite république éducative oléronaise et ceux d'un quartier pauvre d'une ville du Sénégal, une volonté commune de s'ouvrir, des curiosités croisées... et la magie de la solidarité opéra. Actions utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse regroupe des centaines d'enfants, Bonaventure scolarise de 6 à 12 enfants.

Les animateurs de Tivaouane sont volontaires et non rétribués, l'équipe pédagogique oléronaise galère dans la même précarité économique. Les parents d'A.U.P.E.J. et de Bonaventure partagent les mêmes angoisses quant à l'avenir scolaire de leurs enfants ou à celle plus fragile de la structure éducative. Bref une sororité que personne ne nie.

Nous avons eu beaucoup de chance! des contacts croisés par l'intermédiaire

de voyageurs, d'un sociologue et d'invitations (deux séjours au Sénégal pour partager la mise en place d'un réseau d'écoles alternatives ou l'élaboration d'une charte de l'éducation populaire); des échanges scolaires lents mais toujours présents, des militants associatifs accrochés aux branches fluctuantes de la solidarité. Cinq années de croissance parallèle, cinq années d'évolutions similaires mais inversées, cinq années de galères qui transformeront des initiatives particulières en une perspectives de mouvement éducatif autogéré au-delà des frontières, des conditions de vie, de pauvreté, des cultures.

Des évolutions intéressantes.

A.U.P.E.J. n'avait au départ aucun moyen: pas de local, pas d'argent, pas de professionnels, un modèle scolaire hérité du colonialisme.

Néanmoins elle a su inscrire définitivement ses activités dans les préoccupations des populations du quartier Fogny de Tivaouane. Parallèlement à l'évolution de centres éducatifs (une classe d'initiation à la vie sociale pour les enfants de moins de 6 ans, des animations culturelles, des séances de soutien scolaires etc.) elle a été à l'initiative de pôles économiques et sociaux émancipateurs (une caisse de crédit des femmes, une coopérative de distribution de denrées alimentaires, une mutuelle de santé).

Elle a lancé en 1997 un lycée autogéré expérimental. En mettant à disposition des établissements scolaires du «formel», des associations de parents d'élèves le matériel envoyé par Bonaventure elle n'a pas coupé les ponts avec l'enseignement public mais au contraire renforce les outils culturels et scolaires de ces établissements. Bonaventure, quant à elle n'a jamais comblé le fossé qui perdure entre l'Éducation Nationale et les expériences éducatives alternatives. Tout simplement parce qu'A.U.P.E.J. a réellement outillé un mouvement social permanent, alors que Bonaventure n'a pu faire de même dans un contexte économique et social apparemment plus facile!

Des échanges de réseaux.

Dès sa création, Bonaventure a créé un réseau de solidarités (financières, culturelles, matérielles) important: c'était le prix à payer pour une totale indépendance politique et pédagogique; Ce réseau au bout de deux ou trois ans a débouché vers des sphères d'échanges avec les mouvements pédagogiques ou



syndicaux alternatifs. Elle s'est donc nourrie de la mouvance radicale (libertaire, associative...) et a pu également élargir l'assise sociale de ce mouvement politique.

En matière culturelle et éducative elle a inscrit «la pédagogie libertaire» résolument dans l'action politique et pédagogique; ce qui n'avait été fait en France depuis 1917 (date de la disparition de la Ruche). Ce tissu social et politique a également été mis au service d'A.U.P.E.J. dans la mesure où Bonaventure a servi de liens entre des expériences sociales et culturelles qui s'ignoraient dans un même pays. A.U.P.E.J. a en effet des difficultés à élargir l'expérience culturelle et sociale de tout un quartier à d'autres villes ou situations sociales. En invitant un responsable d'A.U.P.E.J. en France pour participer à des travaux ou des colloques portant sur l'éducation popu-

laire, Bonaventure aide cette association sénégalaise à construire un réseau politique national ou international qui lui manquait.

Des perspectives communes

Dans les mois à venir, A.U.P.E.J. devra consolider le mouvement social de Tivaouane par la dotation d'outils de démocratie directe (structuration associatives consolidées, création de commission de travail, création de solidarités financières populaires). Bonaventure, quant à elle doit à partir des réseaux multiples connectés entre eux construire une véritable démarche d'éducation populaire alternative. Ce sont des paris vitaux pour les uns et les autres.

Pour Bonaventure et A.U.P.E.J.:
Moussa Diop et Thyde Rosell.

Rencontres avec Moussa Diop

Conférences

sur l'éducation populaire et les alternatives sociales au Sénégal

(conférences accompagnées d'une exposition sur le voyage de l'école libertaire Bonaventure au Sénégal parmi le mouvement d'éducation populaire).

Judi 17 septembre : Paris

Conférence organisée par la C.N.T. et la F.A. à 20 heures au 33, rue des Vignolles 75020 Paris

Vendredi 18 septembre : Lyon

À l'initiative de l'Union locale de la F.A. à 20 heures à la librairie la Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1^{er} (Tél.: 04 72 00 94 10).

Samedi 19 septembre : Ivry sur Seine

À l'initiative des Amis de Louise-Michel du Val-de-Marne et avec le soutien de la FA et de la C.N.T. à 20 heures à la salle Saint-Just au 30, rue Saint-Just.

Mercredi 23 septembre : Ile d'Oléron

Film « Mossane » de Safi Faye à 21 heures, suivi d'un débat à l'Eldorado de Saint-Pierre d'Oléron.

abonnez-vous! abonnez-

Tentative de récupération des martyrs de Chicago

LE 3 MAI, UNE DOUZAINÉ d'anarchistes de Some Chicago Anarchists, de Autonomous zone et des IWW (Industrial workers of the world) ont manifesté leur mécontentement face à la tentative de l'Association d'histoire du travail de l'Illinois (Illinois labor history society - ILHS) et de l'US Park Service de déshonorer la mémoire des martyrs d'Haymarket en inscrivant le monument situé au Forest home (Waldheim) Cemetery sur la liste gouvernementale des sites historiques. Nous pensions qu'il était absurde et obscène de rechercher une approbation étatique quelconque pour un monument érigé par la classe ouvrière à ces cinq hommes assassinés par l'État (1) pour leurs idéaux anarchistes. Cela fait une douzaine d'années que l'ILHS cherche à répandre l'idée mensongère que les martyrs d'Haymarket étaient simplement d'innocents syndicalistes partisans des huit heures, injustement devenus des victimes de l'État et accusés, à tort, d'anarchisme. Réussissant finalement à faire labeliser par l'État fédéral le monument comme un site historique, l'ILHS a organisé une cérémonie d'inauguration le 3 mai à Waldheim. Des anarchistes de Chicago se sont mobilisés pour gâcher la fête. Nous avons apporté une banderole des drapeaux noirs et trois tracts : un

premier constitué de croquis des martyrs et de citations démontrant leur anarchisme et deux autres tracts écrits comme émanant des martyrs eux-mêmes et dénonçant cette tentative d'ensevelir leurs idées avec leurs os. Pendant que quatre membres de Some Chicago Anarchists, habillés en squelette et portant des noms de martyrs, passent à travers la foule d'environ 400 personnes en distribuant des tracts, nous manifestons bruyamment notre colère : il y avait de quoi !

Triste cérémonie

Les cérémonies débutent par un prêtre qui prononce une invocation. Avant qu'il ouvre la bouche, des cris s'élèvent : « pas de prières, ils étaient athées ». Quand le représentant du « Park Service » est monté à la tribune pour son discours il est accueilli aux cris de « bureaucrate » et « À bas l'État ! ». Des cris désapprobateurs accueillent la chanson « America the beautiful » par une chorale de 60 personnes accompagnée par un orchestre de cuivres. Les anarchistes ne sont pas invités à prendre la parole, alors que tous les pontes du syndicalisme de Chicago semblent être là, dénonçant la « cupidité des entreprises », l'allongement de la journée de travail, etc. et jurant que le mouvement syndical réagira dans la tradition des martyrs d'Haymarket. C'en est trop et à

leurs mensonges nous crions « abolition du salariat », et « ces hommes se sont battus pour la révolution sociale ».

Que le professeur Paul Avrich n'ait même pas mentionné les convictions des martyrs de Chicago fut particulièrement écoeurant. En fait, il n'y a eu aucune référence à leurs véritables idées. Ils furent décrits uniquement comme des syndicalistes. Puis, les membres de l'ILHS et des syndicalistes essaient de nous faire taire. Nous tentons d'obtenir de l'ILHS, pour l'un d'entre nous, la possibilité de s'adresser à la foule quelques minutes depuis l'estrade pour dire la vérité sur les martyrs. Mais ils exigent en échange que nous

nous abstenions de faire du chahut. C'est, pour certains d'entre nous inacceptable, mais avant que de nouvelles négociations aient lieu de nos camarades est poussé à terre par un gorille et une brève échauffourée s'ensuit. Un autre anarchiste est attaqué alors qu'il tente de couvrir la plaque du Park Service avec un drapeau noir. Suite à cela, ILHS nous refuse la permission de prendre la parole, affirmant sans conviction que s'ils nous accordent deux minutes, ils seront forcés de les accorder à chaque groupe présent. Les flics aussi entrent en scène en menaçant de nous expulser si d'autres perturbations se produisent. Cela, cependant, ne nous

inquiète pas et nous continuons à clamer notre indignation. Malheureusement nous n'avons pu empêcher l'installation de la plaque. Quand dorénavant, les gens visiteront le monument, penseront-ils que celui-ci a été érigé par le gouvernement et non par les dons de simples travailleurs ? Verront-ils l'ironie de cette marque de reconnaissance étatique sur un monument dédié à des ennemis de l'État ? Ou croiront-ils les mensonges de certains historiens, des pontes du syndicalisme selon qui ces hommes ne furent que de simple syndicalistes ? Le monument d'Haymarket a été construit par la classe ouvrière pour honorer les hommes courageux qui furent assassinés par l'État parce qu'ils étaient anarchistes et partisans de la révolution sociale. Il appartient au peuple et non à l'État, et nous ne devrions pas permettre à l'État de réquisitionner cette partie de l'histoire de la classe ouvrière et de l'histoire de l'anarchisme. Des anarchistes de Chicago ont fait entendre notre voix le 3 mai. Vive l'anarchie !

Mike Hargis

Libertarian labor review, été 1998
PO BOX 2824, Champaign IL,
61825 USA

(1) Spies, Parsons, Lingg, Fischer et Engel furent condamnés à mort et furent pendus le 11 novembre 1887, sauf Louis Lingg qui préféra devancer la mort infligée en se suicidant (NDLR).



ITALIE

Liberté pour Patrizia Maria Grazia Cadeddu

LE MATIN DU 25 AVRIL 1997, jour des élections municipales et date anniversaire de la libération, une bombe a explosé devant la mairie de Milan. Les revendications (signées Action révolutionnaire, contenant des appels à l'absentéisme et une cassette de chants anarchistes) avaient été laissées dans la boîte aux lettres du siège de Radio Popular. Une caméra de vidéo-surveillance avait alors filmé la silhouette qui les apportait. Sur cette vidéo, de très mauvaise

qualité, Patrizia Maria Cadeddu aurait été reconnue par reconstitution informatique à 97,88 % au style de sa démarche – alors que la vidéo est séquentielle –, à la position légèrement incurvée de ses mains et à la forme de ses lèvres ! Même les journalistes, qui l'ont pourtant traînée dans la boue, ont rapporté dans leur article l'inadmissibilité de cette preuve. Toutes les autres expertises (graphologiques et relatives aux empreintes digitales) ont, de plus, donné des résultats négatifs.

Arrêtée le 22 juin 1997, le jugement a été rendu le 8 juin dernier. Cette farce judiciaire, dont toute l'accusation repose sur ce film, a débouché sur une peine de cinq ans de prison ferme, sur une amende de deux millions de lires et 229 millions de lires réclamés par la mairie pour dommages moraux... une fenêtre arrachée. Elle est, par ailleurs, nouvellement accusée d'association de bande armée, la fameuse bande sortie tout droit des fantasmes du juge Marini.

Patrizia, qui a 47 ans, souffre d'anorexie, pèse aujourd'hui 35 kilos et développe une tumeur au sein gauche. Après un an de préventive passé à la prison San Vittore de Milan, elle pourrait obtenir une mise en résidence surveillée, mais ne le souhaite pas, clamant son innocence : soit la disculpation, soit la prison (la mort dans son cas).

Patrizia subit l'arbitraire tragique des milieux anarchistes jamais vu en Italie depuis le temps de la « Piazza Fontana ». Ses nombreuses activités au sein du Laboratorio anarchico, un immeuble autogéré qui proposait des animations culturelles, ne pouvait que clairement gêner le pouvoir en place et ses nouveaux engagements européens. Soumis à un vaste projet immobilier, ce lieu de vie a été détruit (pas le bâtiment) depuis son arrestation. Cette démarche, s'ins-

crit clairement dans une volonté de destruction de la pensée alternative en vue de l'édification de l'Europe monétariste.

Pour que Patrizia Maria Cadeddu retrouve la liberté, et pour que cesse cette machination nous vous invitons à réclamer sa libération et la révision de son procès auprès du ministre de la justice italienne.

Si vous souhaitez lui écrire et l'encourager, vous pouvez le faire (en italien ou en anglais) à l'adresse suivante :

Patrizia Maria Grazia Cadeddu
Piazza Filangieri, 2
20123 Milano Italie

Si vous souhaitez avoir des informations supplémentaires :

Lia Cadeddu
Poste restante, Via Sasseti
20100 Milano
tél: 0039/491 47 97

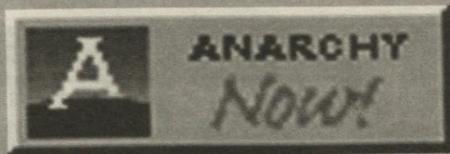
dans la toile

Quoi de neuf ces derniers jours ? Dans la rubrique anarchiste, quelques nouveautés. Les A.C.L. nous signalent l'adresse de leur site (www.mygale.org/02/ateliber). La FAQ des ressources anarchistes disponibles sur Internet est disponible (<http://flag.blackened.net/revolt/inter/faq.html>). Le journal anarcho-syndicaliste australien, *Rebel Worker*, est de retour dans la toile avec son édition d'août-septembre (<http://www.geocities.com/CapitolHill/1052/>). La liste des liens de la Planète noire (<http://www.mygale.org/07/endehors/page9.html>) regroupe 338 sites anarchistes de par le monde, dont 52 en français. Merci pour ce beau et long travail. Par ailleurs, en prévision de la marche des radios pirates sur Washington les 4 et 5 octobre prochain, un site a été mis en place (<http://burn.ucsd.edu/~mai/microwatt.html>). Pour les littérateurs et zinophiles, quelques nouvelles adresses. Un très beau site consacré à William S. Burroughs (<http://www.bigtable.com/>), Gerbil (<http://www.multi.com.org/gerbil/INDEX.HTM>), Blithe house quarterly (<http://www.blithe.com/bhq2.2/bhq2.2.html>), David Woodard Supreme Ruler of the Universe

(<http://www.davidwoodard.com/>).

Le plus beau de tous ceux que j'ai visités est incontestablement le site francophone (comme son nom ne l'indique pas) de westernland (<http://www.interpc.fr/mapage/westernlands/>). Sur les ondes aussi, la toile se propage... Ondes Sans Frontières reprend ses émissions le 15 septembre, toujours sur le canal 36, et change de site web (<http://bregantin.org/connexe/osf/osf-enter.html>). À suivre car cette adresse est amenée à changer dans les prochaines semaines. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
Email: bek_ml@hotmail.com



Télégramme du 28 juin de Patty

Merci à tous ceux qui ont eu le courage de m'envoyer un télégramme. Je revendique plus de vingt années de militance dans le mouvement anarchiste. Je revendique toutes les luttes depuis la fin des années 70 jusqu'à nos jours ; luttes que j'ai soutenues avançant avec cohérence. Je revendique l'amour pour toutes, tous les compagnes et compagnons dans et hors des prisons. Toute la gauche milanaise voulait me voir enfermée en cellule, sûre du fait que personne ne pourra plus contester le jeu misérable qu'elle avance aujourd'hui. M'enfermer en prison était l'unique moyen pour éliminer le Laboratoire anarchiste, unique espace réellement antagoniste. Ne vous inquiétez pas, quand je sortirai, nous reprendrons tout. Je vous aime tous comme toujours. Je suis tranquille et sereine. Ceux qui m'accusent veulent éliminer mon histoire de l'anarchie, histoire qui n'a jamais voulu accepter de compromission avec le système.

CINÉMA

55^e Mostra de Venise

Ouverture dans le sang : *Saving Private Ryan*. Le film de Spielberg est précédé de rumeurs diverses. Rumeur sur la violence de la démonstration de la boucherie du jour D. (D=débarquement). Confirmée. Ou comme dirait Gainsbourg « affirmatif ». Un soldat essaie d'attraper son bras arraché.

La mer est rouge de sang. Les champs de bataille, filmés aujourd'hui, avec leurs croix blanches toutes simples n'ont pas perdu leur impact. Tom Hanks n'est plus le débile *Forrest*

Gump, mais tout simplement un bon acteur, chargé ici en capitaine de ramener avec son détachement le soldat Ryan, car ses trois frères sont morts sur le champ de bataille.

Le film sert un projet ambitieux : ouvrir en Normandie un musée, le 6 juin 2000, qui s'appellera le Musée du débarquement, en toute simplicité. Veiller sur la mémoire des hauts faits de guerre à force de dollars gagnés avec ce film, en faire profiter les nouvelles générations ? But louable. Les résultats ne peuvent être garantis !

Venise tend la main à l'Amérique qui tend la main à l'Europe.

Venise a la réputation et presque le privilège d'être parmi les grands festivals (Berlin, Cannes et Locarno) celui des films d'auteurs. Des auteurs, il y en a en abondance. Mais tous ces auteurs peuvent aussi faire des films médiocres ou moyens. Parfois de très bons films ne sont pas distribués : d'où l'envie de créer un marché destiné à des cinématographies mal connues et mal distribuées. Felice Laudadio a réussi ce pari ambitieux. À Venise se tient pour la première fois un marché du film et de scénarios. Un bon point donc pour le directeur du festival où les intérêts de la ville, de la commune et de l'État se mélangent au niveau du festival et créent une espèce d'embouteillage dans les décisions le concernant.

C'est une banalité de dire que tous les metteurs en scène refont toujours le même film.

Chez Spike Lee on verra toujours des noirs magnifiques décliner leurs problèmes d'identité et d'ascension sociale : *He Got Game*. Peut-on s'en sortir grâce au basket-ball ? *Out of the Hole* avait déjà magnifiquement traité ce sujet. Mais Spike Lee filme de mieux en mieux et vieillit comme tout le monde. Donc, il maltraite un peu moins ses sujets favoris et essaie de comprendre les problèmes



Lola rent

à la petite semaine Les cocos à Moscou !

Au temps où nos staliniens français remplissaient les urnes à près de 25 %, c'était là le furieux cri de guerre des anticommunistes primaires, forcément primaires, qui eussent apprécié que nos cocos s'exilassent au pays des bolchos, d'où leur venaient des fonds, des ordres et la possibilité d'effectuer ces virages à 180° qui ont fait la ligne et la gloire du Parti.

Maintenant que les temps et le rouble ont coulé, que la dépouille putréfiée du grand Lénine abandonne l'idolâtrie des foules à celle de Lady Di, les héritiers d'abord déboussolés des Thorez-Duclos-Marchais achèvent avec application une prompte et efficace mutation.

Adeptes d'un marxisme-libéralisme peu orthodoxe mais qui leur permet d'exister, on les entend aujourd'hui proclamer, en experts, que « le marché n'est pas intrinsèquement pervers », et aussi, foin d'idéal, qu'« il faut réexaminer la pertinence de l'idée même d'un projet de transformation sociale ».

Pour sauver cette Russie qu'ils ont tant aimée, pour que la solidarité internationale des apparatchiks recyclés ne soit pas à son tour une notion galvaudée, pourquoi n'iraient-ils pas sur place exercer leur profitable efficacité ? Car on sent bien qu'un Primakov inexpérimenté, trop peu déstalinisé, ne saurait triompher sur le terrain où s'illustre un Gayssot sous-libéralisé.

Plus que jamais, plus qu'il y a trente ou quarante ans, ce mot d'ordre s'impose ici à nouveau dès maintenant : les cocos à Moscou !

Floral

liés aux pères noirs éternellement absents ou enfermés en prison ou morts lors d'un deal ou d'une rixe, et fait un film puissant sur ces conflits très communs de famille et les liens éclatés qui les représentent. Rohmer filme aussi avec son *Conte d'automne* les femmes d'un certain âge qui se retrouvent seules après avoir élevé les enfants. Les nouveaux modes de communication n'ont pas résolu les problèmes de solitude. Un film charmant où l'on retrouve avec joie les héroïnes du *Beau mariage* - une fiction de femmes ! - et du *Rayon vert* primé jadis à Venise. Yves Angelo avec *Voleur de vie* était moins inspiré. Il donne un film insipide, malgré le cadre fabuleux d'une Bretagne sauvage et mystérieuse. Sandrine Bonnaire est sublime, simple, grandiose. De belles images ne font pas un film.

Surprise et changement de ton pour un film de BD inspirée : *Lola rent* (Lola court) de Tom Tykwer est jusqu'à maintenant la seule surprise véritable du festival. Un film chargé d'énergie et d'images, où l'animation fait partie de la composition du film et de son rythme. Une fille aux cheveux rouges court, court, et court encore pour trouver 100 000 marks en 20 minutes, sinon...

Renaissance probable et apparemment durable d'un jeune très jeune cinéma allemand en pleine créativité virtuelle et réelle, remarquée à Locarno et confirmé à Venise par ce film, inspiré visuellement. *Lola rent* raconte une histoire d'amour, faisant confiance à ses images et à ses jeunes acteurs.

Heike Hurst
(Fondu au Noir
Radio libertaire)

LECTURE

Le coude grinçant de l'anarchie

L'INSOUMISSION À L'AUTORITÉ est un « coude rebelle », un « coude grinçant », qui tourne, change d'orientation, l'expression est utilisée par les amateurs médiévaux de langues arabe, comme l'explique Hélène Claudot-Hawad, cotraductrice (avec Hawad) de l'ouvrage et auteur de l'introduction : « le foisonnement des formes que revêt le coude grinçant le dote d'un caractère insaisissable, inattendu et inventif. Ses crissemments rêches surgissent à l'endroit où se resserrent les horizons, où s'étranglent les voix plurielles, où s'installe le règne de la pensée unique et du totalitarisme omnipotent. » Pour échapper à l'asphyxie du poète, qui fait éclater les mots, les projette sur les murs du silence complice, les malaxe et les rassemblent dans une spirale où la révolte des pauvres et le désir d'être, la liberté de dire et d'accuser

sont omniprésents. Vigueur et beauté, souffle continu, parfois haletant, confidences, pensées emportées par un désir d'espace, arabesques rocailleuses, repos de l'attente, et larmes : humour sarcastique, pamphlétaire, chanson de geste rappelant troubadours, poètes et conteurs nomades d'Orient, Hawad représente tout cela et parle une langue universelle tout en plongeant dans les profondeurs de sa culture tamajaght (touareg).

À partir de l'extinction pensée et voulue des Touaregs, parqué dans des camps, sédentarisés de force, employés à figurer sur les dépliants touristiques, hommes bleus figés sur le dos du dromadaire, image immortalisée et mortelle d'une réalité transfigurée. Il fait entendre non seulement la voix des autres peuples nomades et des colonisés dans leurs propres pays, tels les Indiens du Chiapas,

les Kurdes... mais aussi celle des victimes occidentales du capitalisme. Ses images portent la révolte amère et accusatrice des peuples condamnés à se fondre, à disparaître, tant est agressive la puissance génocidaire des conquérants modernes, maîtres du monde.

Hawad est touareg, fils d'un peuple jadis libre et sans frontières, connaisseur des astres, des déserts et porteur de la sagesse de celui qui passe et n'est propriétaire d'aucune terre portant sa marche. C'est pourquoi il peut établir des passerelles entre les déshérités de la planète :

[...] *O camarades, compagnons/chômeurs d'Amérique et d'Europe ! Nous voici en renfort ! Au sud de la souffrance/nous allons leur faire régurgiter Marrakech par le gosier.*

[...] *Voici la nouvelle solidarité/solidarité entre les coudes des mondes qui refusent de baliser et d'encadrer le champ de leur bourreau.*

Ne quémandez pas votre pain. [...]
Dans la vie, Hawad reste l'homme de ses livres. Il dit ses poèmes en tamajaght, et ne résonne plus alors que l'écho de sa voix à la fois âpre et vibrante. Une langue qui ondule et tournoie dans un flot de lucidités étranges. La traduction restitue le rythme en spirales dans lesquelles le lecteur s'engouffre, happé, harangué par l'histoire pour retomber dans une réalité brutalement crue avec son cortège de fureurs.

Claire Lamorlette

Le coude grinçant de l'anarchie, Hawad. Ed. Paris-Méditerranée. 1998. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 75 F.

NON, NON, ON LIT! :



Un éditeur sympa

Les Editions Utopie Jeunesse

Utopie a été créée en 1971 par Jean-Marc Carité et Marie Fougère. En 1977 naît le secteur jeunesse autour de thèmes tels l'écologie, la vie, la paix, le régionalisme. Denise Dupont-Escarpit dans une belle présentation d'Utopie rappelle que le secteur jeunesse se maintient grâce à la diversification des activités des éditions Utopie. Voici quelques livres récents.

Le Petit train merveilleux, Mendlondo, illustrations de C. Junca.

A travers l'histoire critique du train Pau-Saragosse via la Vallée d'Aspe et le Somport inaugurée en 1926. Ferré (muré) en 36 pour cause de guerre d'Espagne. Il sera définitivement fermé en 1977, un accident servant de prétexte à la S.N.C.F. Petite histoire des voies de l'amitié entre deux peuples, poème pour la vallée d'Aspe, il n'est pas si fréquent qu'un livre pour enfant s'inscrive dans une lutte populaire pour la relayer en ses propres termes dans l'imaginaire enfantin.

N'hésite pas à la dire si on essaie d'abuser de toi, Wachter O., ill. Fougère.

David, Nicolas, Gaspard, Marine sont les quatre héros (équilibre entre les sexes) d'histoires didactiques centrées sur les abus sexuels dont peuvent être victimes les préadolescents. Nullement moralistes, laissant la pudeur aux mots, ces récits courts peuvent être lus comme des auxiliaires de paroles voire des libérateurs de paroles.

La dernière chasse de tim, Tixier, E & E, Ill J-L Pintas.

Le jour de l'entrée dans le monde des adultes est venu pour Tim : il part à la chasse, mais il ne tuera point. Cet échec va l'éloigner un temps de son peuple qu'il rejoindra après avoir vaincu un dragon ayant fait sa mère prisonnière. Tim deviendra alors le chef du peuple qui en échange accepte de ne plus manger de viande. Ce conte s'accompagne d'un dossier documentaire faisant l'éloge de végétarisme (autre constante des éditions Utopie).

Philippe Geneste

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 17 septembre à 18 heures :

Ci Vis Pacem : Les chansons pacifistes.

jeudi 17 septembre à 20h 30 :

Microclimat : avec le Réseau Voltaire.

lundi 21 septembre à 13h 30 :

Les Partageux de la Commune : Claude Charpentier évoquera l'opéra vériste de Gustave Charpentier : Louise.

mercredi 23 septembre à 10h 30 :

Blues en liberté : Tournées et club parisiens.

Au pays des ordures, l'argent est roi

Les vacances sont terminées et les dossiers remontent en surface avec leurs odeurs variées et résistantes. Outre les questions sociales qui ne manqueront pas de grossir (accords au rabais sur les 35 heures, licenciements...) la régularisation ou l'expulsion des sans-papiers, le mois de septembre sera marqué localement par l'émergence du dossier des ordures ménagères.

Malgré la fermeture de plusieurs usines d'incinération en France et le constat d'une pollution généralisée par les dioxines en particulier, malgré l'évidence que la solution d'avenir est à une diminution des déchets produits et à un recyclage maximum des matières premières pour éviter le gaspillage, les syndicats de communes d'Alès, Nîmes et Lunel persistent dans des projets, plus ou moins avancés, d'incinération quasi totale de nos poubelles.

L'usine de Lunel-viel est quasi achevée (et déjà ses cuves se fissurent!). Après l'annulation d'autorisation d'exploitation par le tribunal administratif de Montpellier, OCREAL (filiale de la Lyonnaise des eaux) s'est empressé de déposer une nouvelle demande (enquête publique

sur 7 communes du 3 septembre au 5 octobre), assortie d'engagements de mettre un filtre à dioxines (dont l'efficacité et la maintenance restent aléatoires), de contrôler ses rejets sans que soit réellement réglés l'avenir des mâchefers et rejets liquides (destination prévue: l'étang de l'or, zone protégée!). Parallèlement une parodie de tri-recyclage est mise en place à grand bruit pour être en conformité avec la loi: comment peut-on trier avec une seule poubelle et sans collecte sélective? Que signifie l'obligation de porter ses déchets triés dans les déchetteries alors que les communes sont sensées prendre en charge la collecte?

Des actions en faveur du recyclage

Sur la région d'Alès, pour la troisième fois, un projet d'incinérateur voit le jour accompagné d'informations tronquées et mensongères (le choix proposé aux élus était: incinération ou enfouissement) et en l'absence de débat et de concertation avec la population.

Le projet d'incinérateur à Nîmes (150 000 tonnes, Z.I. de Grézan) est conforme à la philosophie du pro-

cessus: surdimensionné (ça rapporte plus!) propulsé par des éminences grises aux motivations douteuses, enrobé d'un double langage prônant le recyclage mais présupposant l'incapacité des habitants (surtout les pauvres et les immigrés, bien sûr) à trier leurs déchets, ce qui rend l'incinération indispensable. Différentes associations, à Nîmes, Alès et Lunel, de sensibilités variées, devant l'urgence et la similitude des problèmes posés par les ordures ménagères et surtout face à l'égale médiocrité des réponses apportées par les décideurs de droite comme de gauche, appellent à une généralisation de l'opposition à l'incinération par des actions communes. Des manifestations sont prévues (26 septembre à Nîmes, 3 octobre à Alès et 4 octobre sur Lunel) ainsi que des débats publics (le 18 septembre à Lunel) et autres actions de sensibilisation en faveur de la réduction et du recyclage des déchets ménagers. Les anarchistes doivent aussi réfléchir et proposer des pistes dans ce domaine, pour aujourd'hui et pour demain: c'est en associant des idées-forces (qui manquent cruellement) à des actes quotidiens que les propositions anarchistes feront leur chemin dans la population.

Quelques jalons...

- Le problème est global et ne peut se résoudre uniquement par le civisme des habitants, la bonne gestion des communes et/ou le savoir faire des industriels: en fond est posée la question de la production forcée de produits rapidement périssables (usure rapide, maintenance impossible) et sur-conditionnés pour des raisons commerciales, bref de la prépondérance du profit sur les besoins qui engendrent gaspillage et nuisances.

- La charge financière de la gestion des déchets revient aux consommateurs. Mais qui génère les déchets? Il est nécessaire de faire porter l'effort financier de traitement et de recyclage réel des déchets sur les industriels,

- Affiche noir sur jaune au format 60 x 80.
- En vente à la librairie du Monde libertaire (chèque à l'ordre de Publico)
- 45 F les 100, 25 F les 50, 5 F l'unité.

POUR NOUS FAIRE TAIRE
HIER LES LOIS SCÉLERATES



AUJOURD'HUI
LA CENSURE
ECONOMIQUE

Soutenez
la contre-information libertaire

Fédération anarchiste
145, rue Amélot, 75011 Paris



principaux décideurs des produits distribués.

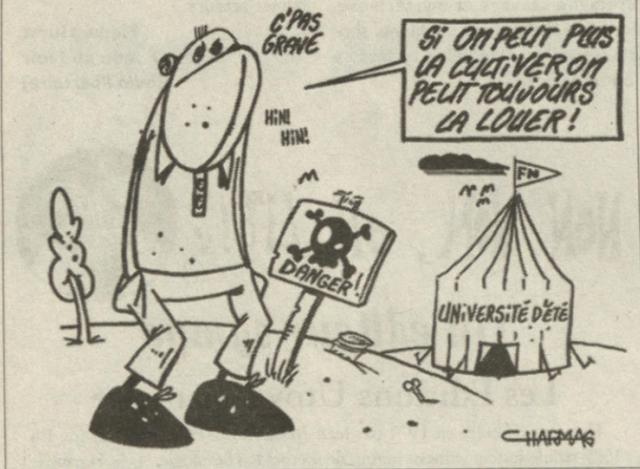
- Si la population doit apprendre à consommer autrement et à trier ses déchets, les communes doivent organiser un recyclage réel des déchets réutilisables: trop souvent les déchets triés sont stockés quelques temps et mis finalement en décharge, à moins qu'un feu providentiel ne les fasse disparaître, trop rarement une collecte sélective en porte-à-porte est organisée, alors que c'est la seule façon de collecter le maximum de déchets triés à la source.

- Pour faire plier les industriels comme pour une gestion communale des déchets respectueuse de la population, nous ne pouvons compter ni sur les élus ou leurs partis

politiques ni sur les instances administratives ou ministérielles censées être compétentes en matière de gestion des déchets: le seul levier pour faire pression est entre les mains des consommateurs et des habitants que nous sommes tous. Comme pour l'eau ou d'autres services municipaux confiés trop souvent aux appétits du secteur privé, il s'agit de recollectiviser la gestion des déchets. Non pas pour renforcer le pouvoir de quelques hobeaux locaux, mais bien organiser ces services au mieux des intérêts de la population, par une gestion collective par les habitants eux-mêmes. Dans ce domaine, tout ou presque reste à faire.

groupe du Gard

L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS BOUISILLE LA TERRE



Procès de Radio libertaire (suite)

MERCREDI 9 septembre à 14 heures, une quarantaine de personnes sont venues soutenir Nicole et Abdelkader devant la huitième chambre du TGI de Versailles (1).

A 14 heures, les audiences se suivent, mais rien ne se passe. Finalement, Christian Revon, l'avocat de Nicole, et désormais d'Abdelkader et de Radio libertaire, appelle à une assemblée générale.

Nous nous entretenons tous dans la «salle des pas perdus» du Palais de Justice. Christian Revon nous apprend alors qu'Abdelkader qui est détenu à la Santé n'arrivera qu'à 17 h 30. De plus, la Cour ne va pas juger sur le fond. Elle entend se prononcer seulement sur la nullité qui était posée par Maître Revon lui-même (ni Dieu ni maître!). L'avocat considère qu'il n'aura pas à plaider et

demande donc à l'assemblée s'il peut se retirer; cela lui permettrait de rendre visite à un prisonnier.

Bien entendu, nous sommes d'accord pour le laisser partir. Il nous quitte après avoir exprimé sa philosophie de l'affaire. Face à la Justice, il est très important que la mobilisation se poursuive, afin de montrer que les anarchistes entendent bien soutenir Radio libertaire, ses animateurs et ses auditeurs, et manifester à propos du fonctionnement scandaleux des prisons. Christian Revon ajoute que la pénitencière est vraiment stupide de mener un tel combat judiciaire, car elle ne fait rien d'autre qu'offrir une tribune politique aux militants libertaires.

À 17 h 40, l'audience est expédiée en quelques minutes. La nullité est rejetée. L'audience est renvoyée au jeudi 26

novembre à 14 heures... Nous avons à peine le temps de saluer Abdelkader dans le box qu'il est déjà retourné vers son actuelle résidence secondaire.

Nous attendons maintenant que l'affaire soit jugée sur le fond. En particulier, nous sommes curieux de savoir ce que pense la Justice des trafics divers dans les prisons de France, de Navarre et, notamment, de Bois d'Arcy. Les magistrats ne pourront pas «battre le navire». Eux aussi sont au parfum!

Rendez-vous le 26 novembre à 14 heures à la 8e chambre du TGI de Versailles.

Ras-les-murs

(1) Abdelkader est accusé d'avoir écrit à Radio libertaire pour faire savoir qu'un surveillant vole des flacons de parfum à la Maison d'arrêt de Bois d'Arcy et Nicole d'avoir lu cette lettre à l'antenne de l'émission Ras-les-Murs.

A G E N D A

Jeudi 17 septembre

LYON: réouverture du café libertaire à partir de 21 heures, tous les jeudis à la librairie La plume noire (Tél: 04.72.00.94.10), 19, rue Pierre-Blanc, (entrée par l'allée).

Vendredi 18 septembre

MONTPELLIER: Le groupe «Un autre futur» de la F.A. vous invite à 20 heures à un débat sur «Sans-papiers: la lutte continue!» à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

LUNEL (GARD): Le groupe du Gard de la FA vous invite à un débat à 21 heures à la salle Castel «Contre l'incinération et pour la rééducation et le recyclage des déchets ménagers».

Samedi 19 septembre

LYON: L'Union locale de la Fédération anarchiste sera présente de 10 à 12 heures sur le marché du 9^e arrondissement (Place de Paris, rue Roger Salengro) à Vaise (mairie socialiste) afin de défendre le Monde libertaire dans son procès contre le socialiste Pajon.

PARIS: Réunion de rentrée du groupe Louise-Michel avec les sympathisants. Que faire avec la F.A., Radio libertaire, bibliothèque, vidéothèque, formation... à 15 heures 10, rue Robert Planquette.

SAINT-ETIENNE: Le groupe Asturies de la F.A. vous invite à la réouverture de sa librairie La Mauvaise graine (2, rue Paillon). À 15 heures débat sur le rôle des étrangers et immigrés dans la résistance française durant la 2^e guerre mondiale et à 18 heures pot de rentrée.

Dimanche 20 septembre

LYON: L'Union locale de la F.A. sera présente de 10 à 12 heures sur le marché de Saint-Priest (Place du marché), commune socialiste afin de défendre le Monde libertaire dans son procès contre le socialiste Pajon.

Lundi 21 septembre

LYON: Rassemblement Pik-nik à 15 heures devant le consulat d'Italie (6, rue commandant Faurax, Lyon 6e) afin de réclamer la libération de Patrizia, militante anarchiste italienne.

Vendredi 25 septembre

MONTPELLIER: Le groupe «Un Autre futur» de la F.A. vous invite à un apéro de rentrée de l'Antre Anar à 19 heures au 5, rue Jeanne-d'Arc. Tous les vendredis à 20 heures vous êtes conviés à l'Antre Anar au soirée du café libertaire.